

# freiheit-liberté

Octobre 2023 | Lettre d'information Priorité Liberté | Case postale 470, CH-8702 Zollikon | www.freiheit-liberte.ch



## Editorial

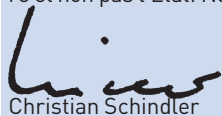
La législature la plus chère de l'histoire de la Confédération approche de sa fin. Les gains de sièges des Ecologistes et des Vert'libéraux ont eu pour principaux effets une avalanche d'interventions parlementaires, un gonflement des bureaucraties et une foule de propositions visant de nouveaux interdits. La mode est notamment aux interdictions publicitaires: tout ce qui s'oppose aux tendances sanitaires en vogue ou au politiquement correct doit être interdit ou empêché.

Cette dangereuse tendance est encore bien plus marquée dans l'espace UE. Très officiellement les organes UE ne parlent plus de personnes adultes, mais de «citoyens vulnérables». Les politiques et les fonctionnaires s'inquiètent du sort des faibles – en faisant tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'ils restent faibles. C'est ainsi que les bureaucrates renforcent leur influence, aux frais des citoyens et des contribuables.

La décision de l'Irlande de faire imprimer des avertissements sur les bouteilles de vin et de bière sonne comme une mauvaise plaisanterie, mais elle est une triste réalité. Tous les moyens sont bons pour lutter contre l'alcoolisme. Bien que la loi irlandaise viole les règles de base du marché intérieur, la Commission UE estime qu'elle est utile du point de vue de la politique sanitaire et doit donc être soutenue.

Ce flot législatif gonfle aussi les administrations publiques qui sont de toute manière florissantes grâce aux salaires élevés et aux conditions de travail confortables offerts aux fonctionnaires. Alors que la Confédération paie en moyenne environ 120'000 francs pour un poste à plein temps, un emploi équivalent dans l'économie privée ne rapporte qu'environ 90'000 francs. Il n'existe aucune raison objective justifiant cette énorme différence.

Engageons-nous pour la liberté et la responsabilité individuelle: l'économie doit croître et non pas l'Etat! Nous comptons sur vous!

  
Christian Schindler

(Comité CI Priorité Liberté)

## Mesures toujours plus absurdes contre la consommation d'alcool Avertissements sur la bière et le vin

**L'Irlande est le premier pays au monde à exiger que des avertissements figurent sur les boissons alcoolisées: comme les paquets de cigarettes, les bouteilles de bière et de vin devront porter une inscription mettant en garde contre les effets d'une consommation excessive d'alcool. Cette réglementation a dû être approuvée par l'Union européenne, car elle restreint le libre marché intérieur. Furieux, quelques pays comme l'Italie et la France appellent à la résistance.**

Ce qui passait il y a quelques années pour une mauvaise plaisanterie est en train de devenir réalité: l'Irlande est le premier pays à obliger les producteurs de boissons alcoolisées à mettre en garde leurs clients contre les effets de leurs produits. La loi correspondante entrera en vigueur en 2026 déjà. A en croire le ministère irlandais de la santé, elle vise à mieux faire comprendre les risques de santé liés à la consommation d'alcool.

### L'OMS se réjouit

On ne connaît pas encore la formulation exacte de l'avertissement qui devra figurer sur les emballages. Elle s'inspirera sans doute des mises en garde bien connues imprimées sur les paquets de tabac: les consommateurs seront avertis de risques de santé comme les maladies du foie ou le cancer. Ils seront sans doute aussi informés sur la teneur en calories, sur l'alcool contenu dans le produit ainsi que sur les risques de la consommation d'alcool durant la grossesse.

L'Organisation mondiale de la santé ne cache pas sa joie: grâce à cette loi unique l'Irlande sera le premier pays à exiger un avertissement médical complet sur les produits alcoolisés, jubile l'OMS. Actuellement, seule la Corée du Sud impose l'impression de mises en garde contre le cancer sur les emballages de boissons alcoolisées.

### Règlementations contestées

Alors que la ligue irlandaise contre le cancer qualifié cette loi de «pionnière», la Commission UE a déjà enregistré les premières plaintes. La branche des spiritueux l'a invitée à ouvrir contre l'Irlande une procédure de violation du traité. A son avis, la loi irlandaise fragmente le marché intérieur, car elle s'écarte des prescriptions harmonisées sur l'étiquetage.

Attitude surprenante, l'UE n'est pas entrée en matière sur ces critiques: le projet de loi irlandais a passé sans encombre la procédure d'autorisation interne de l'UE. A en croire la Commission UE, les autorités irlandaises ont prouvé que les mesures envisagées reposaient sur des connaissances scientifiques suffisantes et tenaient compte des exigences en matière de politique de la santé.

L'étiquetage des aliments au niveau national doit franchir une procédure d'autorisation conformément à la directive sur la transparence du marché intérieur afin d'empêcher des obstacles techniques au commerce intérieur. Dans le cas présent, elle devra également être notifiée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) parce que les nouvelles dispositions peuvent être considérées comme un obstacle au commerce international.

### Opposition des vignerons

Les pays qui produisent ou exportent du vin critiquent le projet de loi irlandais. L'opposition vient notamment d'Italie, de France et d'Espagne. Considérant des actions législatives nationales comme problématiques, ces pays donnent la préférence à une réglementation englobant toute l'UE.

Il existe effectivement au sein de la Commission UE des projets visant à imposer des avertissements de ce genre dans toute l'Europe. Présentée sous le titre de «Beating Cancer», cette intervention vise une réduction des cas de cancer. Elle comporte encore d'autres idées comme la restriction des ventes ou l'augmentation de l'impôt sur l'alcool (taxe d'incitation). Certains pays comme l'Allemagne veulent aller plus loin: l'autorité fédérale allemande chargée des problèmes de drogue et d'addiction demande une restriction massive de la publicité pour l'alcool et une meilleure protection de la jeunesse.

Les milieux politiques suisses seraient bien inspirés de développer rapidement des stratégies afin que notre pays échappe à ces sottises.



Remise du «Paragraphe rouillé 2023»

# Travailler moins pour sauver le climat?

Pour la 17ème fois déjà, la CI Priorité Liberté a remis en mai 2023 son «Paragraphe rouillé». Plus de 300 participants ont suivi attentivement la cérémonie. Le résultat du vote sur internet était étonnamment clair: le lauréat de cette année est le conseiller national zurichois Balthasar Glättli qui propose de réduire d'une manière générale la durée de travail pour diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>.



Balthasar Glättli (conseiller national) avec Gregor Rutz

La remise du «Paragraphe rouillé» a eu lieu cette année également à l'«Aura» de Zurich devant plus de 300 participants. Depuis 2007 la CI Priorité Liberté met au concours ce prix pour attirer l'attention non seulement du public, mais aussi des politiciens et de l'administration contre le foisonnement de réglementations bureaucratiques inutiles. Le vainqueur est désigné par un vote public sur internet.

## Glättli l'emporte haut la main

Le verdict était clair cette année: une proportion record de 46% des participants a voté pour Balthasar Glättli. Le conseiller national des Verts zurichois demandait de vérifier si une réduction générale du temps de travail contribue à la réalisation des objectifs climatiques. Parallèlement il proposait des mesures d'accompagnement comme un salaire maximal et un salaire minimal ainsi qu'une imposition supplémentaire des activités générant beaucoup de CO. Moins on travaille, plus on a de temps à consacrer à la lutte contre le changement climatique, voilà le raisonnement pour le moins aventureux de l'écu écologiste.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a pris la deuxième place avec 24% des voix. Sa campagne contre l'excès pondéral s'est trouvée une nouvelle cible: les St-Nicolas suisses en chocolat qui seraient coresponsables de l'obésité dans le monde parce que leur aspect sympathique et leur joli emballage incitent notamment les enfants à consommer sans modération cette friandise. Aussi, les experts de la santé mondiale exigent-ils que l'on supprime les visages sur les emballages des St-Nicolas. Cette mesure entraînerait une baisse des ventes, comme le confirment les premières expériences faites sur des marchés d'Amérique du Sud.

## Toilettes pour tous?

Parmi les élus on trouve également deux conseillers communaux zurichois des Verts, Anna-Béatrice Schmalz et Urs Riklin. Leur proposition: contraindre les restaurants et magasins à ouvrir leurs toilettes à tout le monde gratuitement et sans obligation d'achat. Motif: bien qu'il existe en ville de Zurich déjà 107 toilettes gratuites et que celles-ci soient nettoyées deux fois par jour, il est plus agréable d'utiliser les toilettes d'un restaurant.

La quatrième place est revenue au mouvement citoyen vaudois «Agissons» qui demande l'introduction d'un impôt sur la publicité. A son avis, moins de publicité égale moins de consommation insensée, moins d'endettement et moins de problèmes de santé. Voilà pourquoi il faut réduire la publicité pas un impôt progressif. En cinquième position enfin on trouve interdiction prononcée dans le canton de Thurgovie contre la cartomanie, l'interprétation de rêves et l'invocation d'esprits, autant d'activités mises à l'amende.

## Passionnante table ronde

Durant les pauses entre les présentations des élus, une table ronde composée d'Alexandra Janssen, experte financière, Dieter Bachmann, chef d'entreprise, et Dominik Feusi, rédacteur en chef adjoint du «Nebelspalter», a discuté de la responsabilité individuelle. Alexandra Janssen a évoqué les excès réglementaires qui restreignent la place financière alors que Dieter Bachmann, propriétaire de la société Gottlieb Spezialitäten SA, a mis l'accent sur le nombre effrayant de prescriptions et de charges fiscales qui frappent la branche alimentaire. Il ne peut s'empêcher de penser que l'alimentation est la nouvelle religion de la Suisse. Certains milieux ciblent systématiquement les habitudes alimentaires des citoyens et cherchent à les interpréter comme des versets bibliques. Actuellement déjà la branche alimentaire est soumise à des standards et des contrôles de la qualité extrêmement sévères. Des réglementations supplémentaires ont pour seul effet d'accroître les coûts pour les consommateurs, a conclu Dieter Bachmann. Visant la croissance constante des administrations publiques, Dominik Feusi a noté que les quelque 40'000 fonctionnaires de Berne et les experts toujours plus nombreux en communication étaient symptomatiques d'une ad-

ministration qui se justifie par elle-même. Il a qualifié d'absurde l'allégation selon laquelle l'augmentation du nombre d'employés d'Etat était la conséquence de la complexité croissante du monde. On dispose aujourd'hui de moyens rendant les processus de travail plus efficaces, si bien que les effectifs devraient en réalité diminuer.

Passionnante et distrayante, la soirée a été une fois de plus animée par Reto Brennwald et Zoe Torinesi.



Gregor Rutz, Zoe Torinesi et Reto Brennwald



Jürg Bachmann (président communication suisse) avec Markus Segmüller et Alois Gmür (conseiller national)



Christian Schindler, Kaiwan Nuri, Jürg Honegger et Liza Honegger



Matthias Baumberger (directeur USVP) avec Thomas Rechsteiner (conseiller national)



La CI Priorité Liberté en visite à Neuchâtel

## Un air de Versailles à Neuchâtel

Au printemps dernier la CI Priorité Liberté était une fois de plus en visite en Suisse romande. A l'initiative du conseiller aux Etats Philippe Bauer, membre depuis quelques années du comité de la CI Priorité Liberté, l'association a invité ses membres à Neuchâtel, soit dans le pittoresque Hôtel DuPeyrou. Attirant de nombreux hôtes, la manifestation offrait un programme intéressant, assurant ainsi une atmosphère inspirante et motivante.

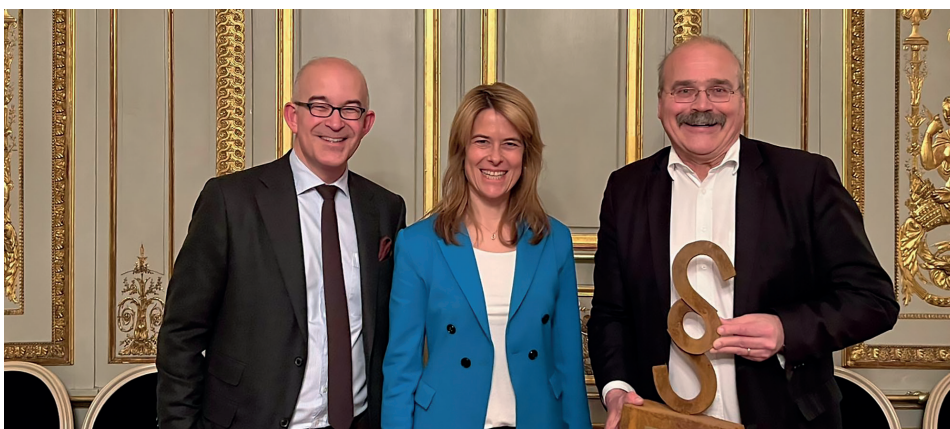


Durant l'apéritif les hôtes ont eu l'occasion de faire connaissance et d'échanger leurs opinions sur des thèmes politiques d'actualité. Ces discussions entre représentants provenant des deux côtés du «rideau de rösti» étaient à la fois instructives et divertissantes. Elles ont été suivies de brèves allocutions du conseiller aux Etats Philippe Bauer, de la conseillère nationale Petra Gössi et du conseiller national Gregor Rutz.

Les intervenants ont relevé l'importance de la liberté pour la société et chaque individu. Ils ont invité la politique à se rappeler le rôle indispensable de la responsabilité individuelle. Et de noter que la liberté est constam-

ment attaquée par des politiciens et des fonctionnaires qui passent leur temps à réfléchir à de nouvelles régulations et restrictions pouvant être imposées à la société.

A côté de ces exposés intéressants, les hôtes ont été passionnés par l'histoire et l'atmosphère de l'hôtel baroque abritant leur réunion. Version suisse du Château de Versailles au cœur de Neuchâtel, l'Hôtel DuPeyrou est fort ancien et connu pour ses liens avec la franc-maçonnerie. Il a notamment été visité par le philosophe libéral Jean-Jacques Rousseau lorsque ce représentant sans doute le plus important du Siècle des Lumières vivait à Neuchâtel.



Gregor Rutz et Petra Gössi avec Philippe Bauer, conseiller aux états

## Alerte paragraphes

### Publicité interdite pour les voyages en avion et les voitures

La ville de Berne doit interdire les affiches publicitaires pour les voyages en avion et les voitures. C'est ce qu'exige un postulat du groupe des Jeunes Alternatifs. De plus, la publicité pour des voyages vers des destinations lointaines doit être assortie d'un avertissement: les personnes intéressées devraient savoir que les déplacements en avion portent gravement atteinte à l'environnement et à la santé de la population actuelle et des générations à venir. Le Parlement municipal a approuvé cette intervention par 45 voix contre 27. La ville de Berne se porte donc si bien qu'elle n'a pas d'autres soucis?

### Suppression des jardins familiaux?

La ville de Zurich compte plus de 5000 parcelles de jardin. Celles-ci appartiennent à la municipalité qui les loue à 13 associations de jardins familiaux. Ces lopins sont très demandés et la liste d'attente est longue.

Or, ces jardins familiaux dérangent les conseillers communaux Severin Meier (PS) et Roland Hohmann (Verts). Des parcelles exclusivement accessibles à certaines personnes ou groupes sont en opposition avec leur conception du monde. D'où leur postulat qui exige une réaffectation de ces terrains qui doivent être «adaptés aux nouveaux besoins de la population urbaine» et accessibles au public grâce à l'aménagement d'espaces de jeu, de places de grillade ou encore d'espaces pour le «urban gardening» (jardinage urbain). L'intégration et l'interaction sociales» en seraient améliorées.

### Interdire les informations routières

Michael Töngi, président de l'Association Transports et Environnement (ATE), veut interdire les informations routières sur les chaînes de la SSR. Sous le titre «Stopper la propagande concernant les bouchons», le conseiller national lucernois des Verts exige la suppression des informations sur la situation actuelle de la circulation routière. D'une part, affirme-t-il, les informations sur les bouchons n'intéressent plus personne en raison de l'omniprésence des systèmes mobiles de navigation, d'autre part, le grand nombre d'informations routières donne l'impression que l'aménagement des autoroutes répond à une urgente nécessité.

## Point final

# La propriété privée est-elle un problème?

**La garantie de la propriété fait partie du fondement de toute société démocratique viable. Les entreprises n'investissent et créent des emplois que si la propriété est respectée. La société ne peut vivre en liberté que si la propriété est respectée. Il est d'autant plus inquiétant d'entendre des notables socialistes remettre ces principes en question et qualifier la propriété de «problème général» du monde.**

John Locke, un philosophe du 17<sup>ème</sup> siècle, a désigné la propriété comme l'un des trois droits humanitaires à côté de la vie et de la liberté. C'est volontairement qu'il a placé la propriété au même niveau que la vie et la liberté, car, affirmait-il, la première propriété de l'homme est la propriété de sa personne. Il en a déduit le droit de la liberté, donc l'interdiction de l'esclavage et de la servitude, mais aussi le droit aux fruits de son travail. Ce raisonnement illustre la position centrale qu'occupe la garantie de la propriété dans un Etat de droit libéral et dans un régime d'économie de marché.

### La base de la prospérité

La propriété privée, à commencer par la propriété foncière, constituait au 19<sup>ème</sup> siècle le fondement de la prospérité économique dont nous profitons encore aujourd'hui. Seul l'espoir de voir la propriété privée augmenter et garantie encourage les gens à travailler. Voilà pourquoi l'égalité des chances est un facteur élémentaire dans toute économie de marché: si chacun a la possibilité d'avoir du succès économique et de créer des valeurs grâce à son travail et à son intelligence, la prospérité de tous s'accroît.

Celui qui n'a pas le droit de garder pour lui une partie des valeurs qu'il a réalisées ne travaillera pas de sa propre volonté. Il faudra le contraindre – comme cela se passe dans les régimes socialistes et communistes qui ont une conception fondamentalement différente de la démocratie, de la propriété et de la liberté de chaque individu. Chaque dictature commence par restreindre la propriété privée pour finalement la confisquer. Même la vie n'a plus guère de valeur dans un Etat qui saisit la propriété privée: seule la collectivité compte, l'individu passe au second plan.

### Le PS opposé à l'économie de marché

C'est une erreur de croire que ces raisonnements fallacieux sont aujourd'hui dépassés. Récemment la conseillère d'Etat socialiste zurichoise Jacqueline Fehr a publié un blog sous le titre «It's the property, stupid!» Il faut agir contre les effets de la propriété et surtout contre la propriété foncière, y écrit-elle pour conclure:

la propriété et tout particulièrement la propriété foncière constituent le «problème général du monde».

A en croire la magistrate socialiste, la situation est particulièrement grave sur le marché immobilier zurichois: il y règne la cupidité, une recherche radicale du profit, de la spéculation, bref le «visage le plus hideux de l'économie de marché». Le seul remède possible serait l'introduction d'un droit de préemption de l'Etat. A côté de l'Ecosse, Jacqueline Fehr cite en exemple la Scandinavie où tout le monde aurait le droit d'accéder aux terrains privés à condition «de respecter un peu de distance par rapport aux maisons d'habitation».

### Etatiser le marché immobilier?

Le PS et les Verts souhaitent étatiser le marché immobilier. Dans la droite ligne de cette politique, les élus socialistes de la ville de Zurich exigent la suppression des jardins familiaux, car ces terrains doivent à l'avenir être accessibles à tous les habitants (cf. «Alerte paragraphes», page 3). De plus, la ville a récemment décidé de créer un fonds de logement doté de 300 millions de francs pour acheter des immeubles privés. Il n'en résulte pas un seul logement supplémentaire. En revanche, cette intervention de la municipalité contribue à pousser les prix immobiliers à la hausse: grâce à son fonds généreusement alimenté, la ville peut facilement surenchérir sur les offres d'acheteurs privés. Une spirale fort dangereuse.

Selon le règlement locatif officiel, on peut gagner jusqu'à 180'000 francs par an pour avoir droit à un logement urbain à loyer réduit. Ce chiffre à lui seul indique clairement qu'il n'est pas question ici de politique sociale, mais bien d'une conception complètement tordue de la propriété.

## L'assemblée d'automne revisitée

Vendredi soir 17 novembre, la CI Priorité Liberté vous convie pour la 15<sup>e</sup> fois déjà à son assemblée d'automne dans la «Maison de la Liberté» à Ebnat-Kappel. Cette année ce sera sous la forme d'une soirée cochonnailles. L'habituelle table ronde sera remplacée par un bref exposé sur un thème d'actualité.

L'orateur invité sera Albert Lehmann, vice-président de l'association «So nöd!» (Pas comme ça!). Cette organisation s'engage pour les entreprises qui sont exposées à la concurrence déloyale d'entreprises étatiques ou proches de l'Etat. Il faut que ces dernières se limitent à leurs mandats de prestations et cessent d'imposer une concurrence déloyale aux entreprises privées – faute de quoi une concurrence équitable n'est pas possible. Une manière efficace de soutenir la libre entreprise et de décharger les contribuables.

[www.so-noed.ch](http://www.so-noed.ch)



## Manifestations

### Soirée cochonnailles / 15<sup>ème</sup> assemblée d'automne

avec Albert Lehmann, association «So nöd!» (Pas comme ça!)

**17 novembre 2023**

Auberge de campagne «Sonne», Wintersberg, 9642 Ebnat-Kappel

### 18<sup>ème</sup> remise du «Paragraphe rouillé»

**21 mai 2024**

«Aura», Bleicherweg 5, 8001 Zurich

## Impressum